



Rapport financier intermédiaire Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2014

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 décembre 2013, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer la situation financière au 31 décembre 2014 à celui du 30 juin 2014. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « prévoir », « si », « croire », « continuer », « évaluer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « peut », « planifier », « potentiel », « prédire », « projet », « devrait » ou « devoir » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 22 septembre 2014. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Devenir le meilleur fournisseur en Amérique du Nord de solutions de traitement d'eau et de technologies de filtration membranaire.

NOTRE MISSION

Fournir des solutions de traitement d'eau sécuritaires et intégrés, et offrir un service à la clientèle exceptionnel afin d'assurer la longévité des relations clients.

NOTRE PROFIL

H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialité et une gamme complète de raccords flexibles. Comptant environ 156 employés et disposant de six places d'affaires en Amérique du Nord.

INFORMATION IMPORTANTE

La totalité des actions, options et bons de souscription d'actions ainsi que les données par action, option et bon de souscription d'actions figurant dans le présent rapport de gestion ont été ajustées, y compris les ajustements proportionnels apportés au prix d'exercice de chacune des options d'achat d'actions et de chacun des bons de souscription d'actions, pour tenir compte du regroupement d'actions de la Société, à raison de cinq pour une, effectué le 1^{er} décembre 2014 et lui donner effet (le regroupement d'actions). Le regroupement d'actions a visé uniformément tous les actionnaires, titulaires d'options sur actions et porteurs de bons de souscription et n'a donc pas eu d'incidence importante sur le pourcentage de participation détenu par les porteurs de titres.

Nous croyons que le prix des actions ordinaires suite à cette consolidation reflètera mieux la maturité réelle de la Société et, combiné à la négociation de nos actions ordinaires sur le marché américain OTCQX, nous donnera accès à un plus grand réseau d'actionnaires institutionnels intéressés davantage par des sociétés en pleine croissance qu'à des sociétés qualifiées de « penny stocks ».

MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS

Dans ce rapport de gestion, la direction de la Société utilise des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Les mesures « BAIIA ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA ajusté) » et « dette nette » ne sont pas définies par les IFRS et ne peuvent être présentées formellement dans les états financiers consolidés.

La définition du BAIIA ajusté ne tient pas compte du gain de la Société sur la cession d'immobilisations corporelles, des charges financières – nettes et des charges de rémunération à base d'actions. Le lecteur peut donc faire le rapprochement entre le BAIIA ajusté et le bénéfice net (de la perte nette). La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres sociétés.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la performance et la gestion de la Société d'un point de vue financier et opérationnel.

Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (à la perte) net(te)

Périodes de trois mois terminées le 31 décembre,	Périodes de trois mois terminées le 31 décembre		Périodes de six mois terminées le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	117 524	(500 581)	400 111	(970 575)
Charges financières – nettes	170 964	116 958	294 805	302 885
Impôts sur le résultat	30 032	36 545	148 449	126 837
Amortissement des immobilisations corporelles	77 227	67 338	153 744	139 746
Amortissement des immobilisations incorporelles	209 276	187 139	415 320	373 525
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	-	-	(1 000)
Charges de rémunération à base d'actions	-	2 422	2 421	8 073
BAIIA ajusté	605 023	(90 179)	1 414 850	(20 509)

MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS (suite)

La définition de la dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre la dette nette et la dette. La définition de la dette nette utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que la dette nette ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la gestion du capital de la Société.

	31 décembre, 2014	30 juin, 2014
	\$	\$
Découvert bancaire	101 630	113 383
Emprunts bancaires	4 453 012	3 555 774
Tranche courante de la dette à long terme	294 519	724 996
Dette à long terme	417 164	331 212
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(198 633)	(497 752)
Dette nette	<u>5 067 692</u>	<u>4 227 613</u>

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Principales données financières (non vérifiées)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre,		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Revenus	13 689 060	8 797 428	24 908 191	17 108 647
Bénéfice brut avant amortissements	3 171 532	2 308 907	6 204 483	4 450 898
Marge bénéficiaire brute avant amortissements	23,2%	26,2%	24,9%	26,0%
Charges d'exploitation	232 817	218 644	433 303	401 230
Frais de vente	1 069 354	951 242	1 975 643	1 917 911
Frais administratifs	1 126 033	1 108 050	2 113 829	2 027 113
Frais de recherche et développement – nets	49 502	104 044	89 424	147 451
Bénéfice (Perte) net(te)	117 524	(500 581)	400 111	(970 575)
Bénéfice (Perte) de base et dilué(e) par action	0,006	(0,031) ¹	0,019	(0,069) ¹
BAlIA ajusté	605 023	(90 179)	1 414 850	(20 509)

Revenus et bénéfice brut avant amortissements

Les revenus pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015 ont atteint 13,7 M \$, soit une hausse de 4,9 M \$ ou 55,6 % comparativement aux revenus de 8,8 M \$ enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice 2014. Cette hausse substantielle s'explique principalement par les revenus provenant de projets de traitement d'eau, qui ont atteint 8,7 M \$, contre 4,7 M \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 86,2 %. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, la Société a complété la phase de fabrication de plusieurs grands projets municipaux et industriels, lesquels ont maintenant déclenché des étapes de reconnaissance des revenus et de facturation relatives aux étapes de livraison. De nouveaux projets incluent dans notre carnet de commandes sont actuellement dans la phase initiale de conception et d'ingénierie et devraient passer à la phase de production plus tard dans l'exercice financier 2015. Ce haut niveau de revenus était attendu alors que la Société amorçait l'exercice financier courant avec un carnet de commandes record de 38,3 M \$ au 1^{er} juillet 2014.

La hausse des revenus provenant des projets a été accompagnée par une augmentation du chiffre d'affaires provenant de la vente de produits de spécialité et services qui atteint 5,0 M \$ pour le trimestre contre 4,1 M \$ pour le

¹ Ajusté pour tenir compte du regroupement d'actions à raison de cinq actions pour une, en date du 1^{er} décembre 2014

trimestre correspondant de l'année précédente. Cette augmentation de 20,7 % est en partie le résultat de notre présence accrue dans le marché acéricole avec l'ajout de nouveaux distributeurs et l'ajout de produits innovants à notre portefeuille de produits destinés à la production de sirop d'érable. En parallèle, nos efforts pour accroître notre réseau de distributeurs de produits chimiques de spécialité, ont également contribué à augmenter les revenus provenant de la vente de produits de spécialité et services. Pour la Société, la croissance de nos activités liés à la vente de produits de spécialité et services demeure une priorité constante étant donné qu'elle couvre une grande partie de nos charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs. Les revenus de produits de spécialité et services ont été également dynamisé par l'ajout de Piedmont, acquise en décembre 2013. La nature récurrente de ces revenus atténue la volatilité.

Au cours de ce deuxième trimestre de l'exercice 2015, la Société a généré un bénéfice brut avant amortissements de 3,2 M \$ comparativement à 2,3 M \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, une amélioration de 0,9 M \$, laquelle a affectée positivement le bénéfice net. En pourcentage, la Société a été en mesure de générer une marge bénéficiaire brute avant amortissements de 23,2%, soit un niveau inférieur à 26,2 % enregistré pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014. Ce déclin en pourcentage est le résultat d'une modification de la composition du chiffre d'affaires au cours de ce trimestre durant lequel les revenus provenant de la vente de produits de spécialité et services représentent une proportion plus faible des revenus totaux, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent (36,3 % dans l'exercice 2015 contre 46,8 % dans l'exercice 2014).

La Société a enregistré 2,2 M \$ de nouvelles commandes de projets de traitement d'eau durant le trimestre. Ces nouvelles commandes, combinées aux revenus de projets de traitement d'eau réalisés au cours de ce trimestre, ont fait décliner le carnet de commandes à 29,6 M \$ au 31 décembre 2014, comparativement à 17,3 M \$ au 31 décembre 2013. Cependant, au 27 janvier 2015, le carnet de commandes de projets de traitement d'eau a atteint 38,2 M \$ puisque la Société a sécurisé de nouveaux contrats pour un montant total de 11,8 M \$ ce mois-ci, principalement pour la fourniture de systèmes de traitement d'eau potable à des clients municipaux. Ce niveau du carnet de commande de la Société donne une assez bonne perspective pour les trimestres à venir, en termes de volume du chiffre d'affaires. Au 31 décembre 2014, le ratio commandes / revenus était à 0,2 au cours du trimestre comparativement à 2,0 au cours du trimestre correspondant de l'exercice financier 2014, mais avec les nouveaux contrats sécurisés au début janvier 2015, ce ratio aurait été de 1,61 si ces contrats avec été conclus avant le 31 décembre 2014. Ce niveau élevé du carnet de commandes représente un défi d'exécution pour la Société, mais nous sommes convaincus que notre équipe est prête et en mesure de le relever.

À ce jour, le pipeline de ventes demeure riche en opportunités, ce qui devrait permettre à la Société de renouveler son carnet de commandes. Pour soutenir la croissance de son chiffre d'affaires, nous maintenons une forte activité de soumissions et de développement d'affaires principalement au Canada et aux États-Unis. Au cours du trimestre, nous avons étendu notre force de ventes aux sud des États-Unis, notamment au Texas, pour mieux couvrir les opportunités de ce marché en expansion.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des cinq derniers trimestres.

	Exercice 2014				Exercice 2015		Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	(T3 & T4 2014 & T1 & T2 2015)	(T3 & T4 2013 & T1 & T2 2014)
Carnet de commandes	12,4 M \$	17,3 M \$	23,5 M \$	38,3 M \$	36,1 M \$	29,6 M \$	N/A	N/A
Commandes de projets de traitement d'eau (*)	3,4 M \$	9,6 M \$	10,6 M \$	18,2 M \$	5,1 M \$	2,2 M \$	36,1 M \$	19,9 M \$
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	5,1 M \$	4,7 M \$	4,4 M \$	3,4 M \$	7,3 M \$	8,7 M \$	23,8 M \$	19,6 M \$
Ratio commandes / revenus	0,7	2,0	2,4	5,4	0,7	0,2	1,5	1,0
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	3,2 M \$**	4,1 M \$**	5,4 M \$	4,5 M \$	3,9 M \$	5,0 M \$	18,8 M \$	14,2 M \$
Revenus totaux	8,3 M \$	8,8 M \$	9,8 M \$	7,9 M \$	11,2 M \$	13,7 M \$	42,6 M \$	33,8 M \$

(*) Les commandes de projets de traitement d'eau incluent les variations de taux de change.

(**) N'incluent pas les revenus de Piedmont avant son acquisition le 5 décembre 2013.

Charges d'exploitation

Montrant une augmentation de 14 000 \$, les charges d'exploitation ont totalisé 0,2 M \$ pour ce trimestre et le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est due à l'intégration de Piedmont, en décembre 2013, laquelle a nécessité l'ajout de nouvelles positions pour solidifier la chaîne d'approvisionnement, développer de nouveaux fournisseurs et assurer le support technique et d'ingénierie des produits Piedmont.

Frais de vente

Les frais de vente ont augmenté de près de 118 000 \$ ou 12,4 % et ont atteint 1,1 M \$ pour ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré des revenus en hausse de 55,6 %. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus mais ne fluctuent pas de manière proportionnelle. Cette augmentation est principalement imputable à l'ajout de personnel dans le département des ventes, à des événements marketing tenus pour les distributeurs acéricoles et à des commissions enregistrées à l'égard de l'atteinte de certains niveaux de ventes pour les produits de spécialité et services.

Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté d'environ 18 000 \$, soit 1,6 %, pour ce deuxième trimestre de l'exercice 2015 comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2014. Les honoraires professionnels et les droits d'inscription ont augmenté à la suite l'inscription de la Société sur le marché américain OTCQX à la fin du trimestre terminé le 30 septembre 2014.

Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus s'est élevé à 17,7 % pour ce trimestre, en baisse comparativement à 25,9 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est en grande partie attribuable à l'amélioration du volume d'activités provenant des projets de traitement d'eaux et de l'amélioration du volume des ventes de produits de spécialité et services. En dépit d'une augmentation de 200 000 \$ du niveau des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2015 comparativement au trimestre correspondant de l'exercice financier 2014, nous avons observé une croissance du niveau des revenus, lequel a généré une hausse de 863 000 \$ du bénéfice brut avant amortissements. La direction est déterminée à maintenir un ratio de frais de vente et frais administratifs sous le niveau des 20 %, par une gestion étroite des dépenses des frais de ventes et frais administratifs et une augmentation des revenus.

Frais de recherche et développement – nets

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014, les frais de recherche et développement bruts ont totalisé 49 502 \$, ou 0,4 % des revenus. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, la Société n'a pas enregistré de crédits d'impôts du gouvernement fédéral et provincial pour des frais de recherche et développement éligibles poursuivies au Canada.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté pour le trimestre a atteint 605 023 \$, contre (90 179 \$) pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2013. Les revenus plus élevés enregistrés durant ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent générant un bénéfice brut avant amortissements plus élevé ont contribué à dégager un BAIIA ajusté positif plus élevé.

Autres pertes (gains) – nets

Les autres pertes (gains) – nets, qui se sont élevés à 88 803 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, contre 19 528 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, sont principalement composées d'une perte de change. La perte de change pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014 était de 100 529 \$ comparativement à 29 683 \$ au cours de la même période de l'exercice financier 2014 était principalement le résultat d'un affaiblissement du dollar canadien sur les actifs et passifs monétaires libellés en devises américaines de la Société. Les principaux soldes de la Société libellés en devise américaine sont la trésorerie, les comptes clients, les comptes fournisseurs et une portion des emprunts bancaires.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 170 964 \$ pour la période terminée le 31 décembre 2014, contre 116 958 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. De ce montant, 10 853 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme. Par ailleurs, afin de réduire le risque de crédit et surtout d'accroître sa capacité d'utilisation de ses emprunts bancaires, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). La Société a ordonné de payer la totalité du produit de l'assurance à la banque. Par conséquent, les primes d'assurance sont comptabilisées à titre de charges financières.

Bénéfice (Perte) net(te)

Le bénéfice (la perte) net(te) s'élevait à 117 524 \$ ou 0,006 \$ par action pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, contre (500 581 \$) ou (0,031 \$) par action pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014. Cette amélioration est principalement due à la hausse des revenus et à une amélioration du bénéfice brut avant amortissements.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2015, 2017, 2022 et 2023, à verser un montant de 4 474 595 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 679 511 \$ en 2015, 672 661 \$ en 2016, 501 727 \$ en 2017, 510 981 \$ en 2018 et 509 993 \$ en 2019.

Informations sur le capital-actions

Au 31 décembre 2014, 20 926 595¹ actions ordinaires et 300 000¹ options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a augmenté de 7,4 M \$ au 30 juin 2014 (ratio de fonds de roulement de 1,71) à 7,8 M \$ au 31 décembre 2014 (ratio de fonds de roulement de 1,60). Cette augmentation de 0,4 M \$ s'explique par la hausse respective de 2,4 M \$ et 1,6 M \$ des débiteurs et de l'excédent de coûts engagés sur la facturation, respectivement, à la baisse de 0,7 M \$ de l'excédent de facturation sur les coûts engagés et au remboursement de 0,5 M \$ de la dette à long terme. Le fonds de roulement a été affecté négativement par la baisse de 0,8 M \$ des stocks et par la hausse de 2,8 M \$ des créditeurs et charges.

La dette nette qui s'élevait à 5,1 M \$ au 31 décembre 2014, a augmenté de près de 0,8 M \$, comparativement aux 4,2 M \$ enregistrés au 30 juin 2014. Cette hausse est principalement due à l'utilisation des emprunts bancaires pour supporter le volume plus élevé d'activités de la Société, au remboursement de la dette à long terme et à l'obtention d'une dette à long terme contractée pour supporter la rénovation de nos locaux d'Ham-Nord, plus précisément, nos bureaux, notre boutique érablière et notre salle de montre.

Les capitaux propres s'élevaient à 24,6 M \$ au 31 décembre 2014, contre 22,6 M \$ au 30 juin 2014. Au 31 décembre 2014, le ratio d'endettement net était de 0,21, contre 0,19 au 30 juin 2014, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 31 décembre 2014	Période terminée le 30 juin 2014
Fonds de roulement	7 799 770 \$	7 427 618 \$
Ratio de fonds de roulement	1,60	1,71
Dette nette ¹	5 067 692 \$	4 227 613 \$
Capitaux propres	24 637 663 \$	22 560 883 \$
Ratio d'endettement net	0,21	0,19

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents.

Au 31 décembre 2014, les débiteurs s'élevaient à 11,3 M \$, contre 8,9 M \$ au 30 juin 2014. La hausse de 2,4 M \$ est principalement attribuable à l'augmentation des comptes clients de clients sous des contrats manufacturiers relatifs à des projets de traitement d'eau exécutés au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015.

Afin de réduire le risque de crédit, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). Ce programme d'assurance permet d'obtenir à certaines conditions, une couverture d'assurance pouvant atteindre un montant équivalent à 90 % des débiteurs. Au 30 septembre 2014, le montant de la couverture d'assurance d'EDC représente approximativement 48 % des débiteurs (0 % au 30 juin 2014). La Société a ordonné de payer la totalité du produit de l'assurance à la banque, puisque cette couverture d'assurance permet à la Société d'accroître sa capacité d'utilisation de ses emprunts bancaires.

Les stocks ont diminué de 0,8 M \$, passant de 4,7 M \$ au 30 juin 2014 à 3,9 M \$ au 31 décembre 2014. Cette diminution s'explique principalement par l'utilisation, dans un contrat client, de plus de la moitié de la valeur d'un système qui avait été comptabilisé à titre de produits finis suite à la résiliation d'un projet en juin 2013. La portion restante de ce système a été transférée dans les immobilisations corporelles puisque ces conteneurs ont été loués en vertu d'un contrat de location à un client au cours du trimestre. Dans une moindre mesure, les stocks en augmenté en raison des produits finis fabriqués durant l'été en préparation du début de la saison de production acéricole.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation a augmenté de 1,6 M \$, passant à 3,7 M \$ au 31 décembre 2014 de 2,1 M \$ au 30 juin 2014, une augmentation due en grande partie à un nombre différent de projets actifs pour lesquels il existe des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés a diminué de 0,8 M \$, passant à 0,7 M \$ au 31 décembre 2014 de 1,5 M \$ au 30 juin 2014. Cette diminution s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

Les créiteurs et charges à payer ont augmenté de 2,9 M \$, passant à 7,3 M \$ au 31 décembre 2014 de 4,4 M \$ au 30 juin 2014. Cette hausse s'explique par un plus grand volume d'activités pour les projets de traitement d'eau, lesquels ont atteint, pour certains d'entre eux, les phases de fabrication et livraison durant lesquelles les équipements sont assemblés et pour laquelle les fournisseurs sont impliqués.

La diminution de la portion à court terme de la dette à long terme, est expliquée par le remboursement de 0,5 M \$ au cours du trimestre. Le 20 octobre 2014, la Société a exercé une option de moratoire de six mois sur le remboursement du capital de l'emprunt à d'autres entités, débutant le 1^{er} novembre 2014, d'un montant total de 560 157 \$ au 31 décembre 2014. Cette décision a été prise afin de soutenir nos besoins en fonds de roulement liés à notre important carnet de commandes. Au cours du trimestre, la Société a contracté un emprunt bancaire garantie par une hypothèque de premier rang sur l'usine localisée à Ham-Nord pour supporter la rénovation de nos bureaux, de notre boutique érablière et notre salle de montre d'Ham-Nord.

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2014, les capitaux propres ont augmenté de 2,0 M \$ à 24,6 M \$ (22,6 M \$ au 30 juin 2014). Les éléments suivants ont eu un impact sur les capitaux propres au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015 : 1) le bénéfice net de 400 111 \$ pour la période terminée le 31 décembre 2014; 2) la dépréciation du dollar canadien a généré une plus-value latente de 1,6 M \$ résultant de la conversion des devises étrangères, principalement celles des filiales américaines; et 4) les coûts liés à la rémunération à base d'actions de 2 421 \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013 :

(en dollars canadiens) (non audités)	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2014	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2013	Période de six mois terminée le 31 décembre 2014	Période de six mois terminée le 31 décembre 2013
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(549 922)	(3 012 316)	(138 697)	(2 517 833)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(363 759)	(3 993 270)	(468 243)	(4 028 370)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	956 283	7 279 043	246 509	6 752 142
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	42 033	(37 718)	73 065	(42 734)
Variation nette	84 635	235 739	(287 366)	163 205
Trésorerie et équivalents – Début de période	12 368	(25 299)	384 369	47 235
Trésorerie et équivalents – Fin de période	97 003	210 440	97 003	210 440

Les activités opérationnelles ont utilisé (549 922 \$) de liquidités pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, contre (3 012 537 \$) de fonds utilisés par ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 31 décembre 2013. La baisse est principalement attribuable à la variation du fonds de roulement et est adouci par l'amélioration du bénéfice net au deuxième trimestre de l'exercice 2015.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2015, les activités d'investissement ont utilisé (363 759 \$) de liquidités nettes, principalement attribuables à la rénovation des bureaux, de la boutique érablière et de la salle de montre situés à notre usine d'Ham-Nord, ainsi qu'à l'acquisition d'actifs incorporels, notamment le développement d'un logiciel de dosage pour nos produits chimiques de spécialité. Le transfert d'unités conteneurisées des stocks aux immobilisations corporelles pour un montant de 846 513 \$ a été considéré comme une transaction non-monétaire.

Les activités de financement ont utilisé 956 283 \$ de liquidités nettes au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015 contre 7 279 043 \$ au cours de la période correspondante terminée le 31 décembre 2013 provenant du financement relatif à l'acquisition de Piedmont. La Société a remboursé 213 455 \$ et contracté 90 200\$ de dettes à long terme et augmenté les emprunts bancaires de 1 243 051 \$. Les charges financières versées au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015 s'élèvent à 163 513 \$ comparativement à 88 610 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice financier 2014.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	31 décembre 2014	30 septembre 2014	30 juin 2014	31 mars 2014	
Revenus	13 689 060	11 219 131	7 896 401	9 826 466	42 631 058
BAIIA ajusté	605 023	809 827	(201 458)	299 122	1 512 514
Bénéfice (Perte) net(te)	117 524	282 587	(269 242)	(216 314)	(85 445)
BPA de base et dilué	0,006	0,014	(0,013)	(0,010)	(0,004)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(549 922)	411 225	330 455	(298 938)	(107 180)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze mois précédents
	31 décembre 2013	30 septembre 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	
Revenus	8 797 428	8 311 219	6 768 455	9 966 644	33 843 746
BAIIA	(90 179)	69 670	(234 355)	530 026	275 162
Perte nette	(500 581)	(469 994)	(532 392)	86 834	(1 416 133)
BPA de base et dilué	(0,031)	(0,039)	(0,044)	0,005	(0,109)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(3 012 316)	494 483	(107 468)	(1 073 407)	(3 698 708)

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 31 décembre 2014:

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,30:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,50:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 31 décembre 2014, la Société respectait les ratios financiers dans le cadre de sa facilité de crédit et de sa dette à long terme.

REGROUPEMENT D' ACTIONS

Le 1^{er} décembre 2014, la Société a effectué le regroupement de ses actions ordinaires émises et en circulation à raison de cinq actions pour une (le «regroupement d'actions»). Le regroupement d'actions a visé uniformément tous les actionnaires, titulaires d'options sur actions et porteurs de bons de souscription et n'a donc pas eu d'incidence importante sur le pourcentage de participation détenu par les porteurs de titres. Tous les renvois dans les présents états financiers consolidés aux actions ordinaires, options et bons de souscription d'actions ont été rétroactivement ajustés pour tenir compte du regroupement d'actions.

CONVENTIONS COMPTABLES

Le lecteur est invité à se reporter au résumé des principales conventions comptables présenté à la note 3 des états financiers consolidés au 30 juin 2014.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES DURANT LA PÉRIODE

a) Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a modifié l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, qui fournit des directives sur les divulgations d'information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les amendements à l'IAS 36 doivent être appliqués rétroactivement pour les périodes annuelles débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société mais nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

b) Droits ou taxes

IFRIC 21, Droits ou taxes – Cette interprétation de l'IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. L'IAS 37 définit les critères relatifs à la comptabilisation d'un passif, notamment l'exigence pour l'entité d'avoir une obligation actuelle en raison d'un événement passé (« fait générateur d'obligation »). L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. L'IFRIC 21 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés non vérifiés de la Société.

ENTENTES HORS BILAN

Au 31 décembre 2014, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 31 décembre 2014, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,1 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates jusqu'en 2015. De ces lettres de crédit, un montant de 1,0 M \$ est garanti par des certificats de dépôt.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la vice-présidente, finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO) et conformément aux directives des Autorités canadiennes en valeurs mobilières décrites dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours de ce trimestre qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Deuxième trimestre terminé le
31 décembre 2014

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés, inclus au présent rapport, n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de H₂O Innovation inc.

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (non audités)

	31 décembre 2014	30 juin 2014
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	198 633	497 752
Certificats de placement garanti	1 235 349	1 224 846
Débiteurs (note 3)	11 284 728	8 908 408
Stocks (note 4)	3 885 245	4 705 869
Excédent des coûts engagés sur la facturation	3 722 454	2 067 905
Frais payés d'avance	446 931	452 415
	20 773 340	17 857 195
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	2 989 104	1 874 083
Immobilisations incorporelles	7 072 996	6 837 264
Autres actifs	48 745	44 826
Goodwill (note 5)	4 360 049	4 010 148
Actifs d'impôts différés	2 889 666	2 801 051
	38 133 900	33 424 567
PASSIF		
Passifs courants		
Découvert bancaire	101 630	113 383
Emprunts bancaires	4 453 012	3 555 774
Créditeurs et charges à payer (note 6)	7 267 511	4 417 197
Provisions (note 7)	72 824	77 391
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	747 665	1 491 883
Impôts sur le résultat à payer	22 350	37 475
Loyers différés	14 059	11 478
Tranche courante de la dette à long terme (note 8)	294 519	724 996
	12 973 570	10 429 577
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 8)	417 164	331 212
Loyers différés	105 503	102 895
	13 496 237	10 863 684
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 9)	55 298 945	55 298 945
Réserve pour les options d'achats d'actions (note 9)	1 876 378	1 873 957
Réserve pour les bons de souscription (note 9)	-	-
Déficit	(33 199 726)	(33 599 837)
Cumul des autres éléments du résultat global	662 066	(1 012 182)
	24 637 663	22 560 883
	38 133 900	33 424 567

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,


Frédéric Dugré
Président et chef de la direction


Philippe Gervais
Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013
(non audités)

ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H₂O INNOVATION INC.

	Actions ordinaires (Nombre) ¹	Capital social (note 9)	Réerves		Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
			Options d'achat d'actions (note 9)	Bons de souscription (note 9)			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juillet 2013	12 029 166	45 852 436	1 861 040	141 787	(32 285 493)	(1 142 982)	14 426 788
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé (note 9)	8 897 431	10 136 805	-	-	-	-	10 136 805
Frais d'émission d'actions (note 9)	-	(689 978)	-	-	-	-	(689 978)
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	8 073	-	-	-	8 073
Renversement au déficit des bons de souscription expirés, net de l'impôt exigible (note 9)	-	-	-	(141 787)	141 787	-	-
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(970 575)	-	(970 575)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	121 763	121 763
Solde au 31 décembre 2013	20 926 597	55 299 263	1 869 113	-	(33 114 281)	(1 021 219)	23 032 876
Solde au 1^{er} juillet 2014	20 926 595	55 298 945	1 873 957	-	(33 599 837)	(1 012 182)	22 560 883
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	2 421	-	-	-	2 421
Profit nette pour la période	-	-	-	-	400 111	-	400 111
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	1 674 248	1 674 248
Solde au 31 décembre 2014	20 926 595	55 298 945	1 876 378	-	(33 199 726)	662 066	24 637 663

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

¹ Ajusté pour tenir compte du regroupement d'actions à raison de cinq actions pour une, en date du 1^{er} décembre 2014 (voir note 2 – Base de préparation et note 9 – Capital social).

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013
(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 13)	13 689 060	8 797 428	24 908 191	17 108 647
Coût des marchandises vendues (note 10 a))	10 517 528	6 488 521	18 703 708	12 657 749
Bénéfice brut avant amortissement	3 171 532	2 308 907	6 204 483	4 450 898
Charges d'exploitation (note 10 a))	232 817	218 644	433 303	401 230
Frais de vente (note 10 a))	1 069 354	951 242	1 975 643	1 917 911
Frais administratifs (note 10 a))	1 126 033	1 108 050	2 113 829	2 027 113
Frais de recherche et de développement – nets (notes 10 a) et c))	49 502	104 044	89 424	147 451
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10 b))	77 227	67 338	153 744	139 746
Amortissement des actifs incorporels (note 10 b))	209 276	187 139	415 320	373 525
Autres pertes (gains) – nets (note 10 d))	88 803	19 528	179 855	(15 225)
Flux d'exploitation totaux	2 853 012	2 655 985	5 361 118	4 991 751
(Perte) Bénéfice d'exploitation	318 520	(347 078)	843 365	(540 853)
Produits financiers	(3 401)	(3 304)	(6 074)	(6 841)
Charges financières	174 365	120 262	300 879	309 726
Charges financières – nettes	170 964	116 958	294 805	302 885
(Perte) Bénéfice avant impôts sur le résultat	147 556	(464 036)	548 560	(843,738)
Charge d'impôt exigible	42 787	54 209	176 494	148 909
Économie d'impôt différé	(12 755)	(17 664)	(28 045)	(22 072)
	30 032	36 545	148 449	126 837
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	117 524	(500 581)	400 111	(970 575)
Bénéfice (Perte) net(te) par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période				
Bénéfice (Perte) net(te) de base et diluée par action (note 11)	0.006	(0,031)	0.019	(0,069)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹ (note 11)	20 926 595	16 087 898	20 926 595	13 993 156

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

¹ Ajusté pour tenir compte du regroupement d'actions à raison de cinq actions pour une, en date du 1^{er} décembre 2014 (voir note 2-base de préparation et note 9 – Capital social).

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
 Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	117 524	(500 581)	400 111	(970 575)
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d’être reclassés ultérieurement au bénéfice net				
Écarts de conversion	704 786	384 317	1 674 248	121 763
Résultat global pour la période attribuable aux actionnaires	822 310	(116 264)	2 074 359	(848 812)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013
(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Bénéfice (Perte) avant impôts pour la période	147 556	(464 036)	548 560	(843 738)
Éléments hors caisse				
Charges financières – nettes	170 964	116 958	294 805	302 885
Amortissement des immobilisations corporelles	77 227	67 338	153 744	139 746
Amortissement des actifs incorporels	209 276	187 139	415 320	373 525
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	-	(1 000)
Loyers différés	378	2 066	696	4 105
Charges de rémunération à base d'actions	-	2 422	2 421	8 073
	605 401	(88 113)	1 415 546	(16 404)
Variation des éléments du fonds de roulement (notes 12 a) et c))	(1 158 354)	(2 927 424)	(1 542 680)	(2 506 005)
Trésorerie générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	(552 953)	(3 015 537)	(127 134)	(2 522 409)
Intérêts reçus	3 401	3 304	6 074	6 841
Impôts sur le résultat payés	(370)	(83)	(17 637)	(2 265)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	(549 922)	(3 012 316)	(138 697)	(2 517 833)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des certificats de placement garantis	(41)	30 815	(1 162)	31 046
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 12 c))	(341 220)	(36 165)	(383 609)	(56 167)
Acquisitions d'actifs incorporels	(22 498)	(23 486)	(83 472)	(39 815)
Disposition d'immobilisations corporelles	-	5 798	-	6 798
Regroupement d'entreprise, net de la trésorerie et des équivalents acquis (note 5)	-	(3 970 232)	-	(3 970 232)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(363 759)	(3 993 270)	(468 243)	(4 028 370)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des emprunts bancaires	1 243 051	256 554	897 238	(1 036 135)
Remboursement de la dette à long terme	(213 455)	(252 648)	(468 267)	(1 258 568)
Dette à long terme contractée	90 200	-	90 200	-
Charges financières payées	(163 513)	(88 610)	(272 662)	(242 828)
Émission d'actions ordinaires (note 9)	-	8 001 800	-	9 979 651
Frais d'émission d'actions (note 9)	-	(638 053)	-	(689 978)
Trésorerie nette (affectée aux) générée par les activités de financement	956 283	7 279 043	246 509	6 752 142
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	42 602	273 457	(360 431)	205 939
Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères	42 034	(37 718)	73 065	(42 734)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents	84 636	235 739	(287 366)	163 205
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de période (note 12 b))	12 367	(25 299)	384 369	47 235
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période (note 12 b))	97 003	210 440	97 003	210 440

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. Description de l'entreprise

H₂O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. La Société conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialités et une gamme complète de raccords flexibles. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, bureau 340, Québec (Québec), Canada.

2. Base de préparation

Base de préparation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »).

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées. La note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 présente une description complète des principales conventions comptables utilisées par la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 et demeurent inchangés pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2014.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états annuels 2014. Par conséquent ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels 2014 de la Société.

Le 11 février 2014, le conseil d'administration de la Société a révisé les états financiers consolidés intermédiaires résumés et autorisé leur publication.

Regroupement d'actions

Le 1^{er} décembre 2014, la Société a effectué le regroupement de ses actions ordinaires émises et en circulation à raison de cinq actions pour une (le « regroupement d'actions »). Le regroupement d'actions a visé uniformément tous les actionnaires, titulaires d'options sur actions et porteurs de bons de souscription et n'a donc pas eu d'incidence importante sur le pourcentage de participation détenu par les porteurs de titres. Tous les renvois dans les présents états financiers consolidés aux actions ordinaires, options et bons de souscription d'actions ont été rétroactivement ajustés pour tenir compte du regroupement d'actions.

Normes et interprétations appliquées durant la période

a) *Dépréciation d'actifs*

En mai 2013, l'IASB a modifié l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, qui fournit des directives sur les divulgations d'information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les amendements à l'IAS 36 doivent être appliqués rétroactivement pour les périodes annuelles débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société mais nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

b) *Droits ou taxes*

IFRIC 21, *Droits ou taxes* – Cette interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. L'IAS 37 définit les critères relatifs à la comptabilisation d'un passif, notamment l'exigence pour l'entité d'avoir une obligation actuelle en raison d'un événement passé (« fait générateur d'obligation »). L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. L'IFRIC 21 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés non vérifiés de la Société.

Normes et interprétations publiées en vue d'être appliquées à une date ultérieure

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 (1^{er} janvier 2018 pour IFRS 9) et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, une nouvelle norme dont le principe de base est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 exigera la présentation d'informations additionnelles sur les revenus, fournira des indications sur les transactions qui n'étaient pas traitées de façon complète dans les normes antérieures (notamment, les revenus tirés de la prestation de services et les modifications de contrats) et améliorera les indications visant les accords à composantes multiples.

L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et d'autres interprétations connexes. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et s'applique aux exercices ouverts à compter

du 1^{er} janvier 2017 et son adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

3. Débiteurs

	Au 31 décembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Comptes clients	10 319 575	7 682 304
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	969 040	1 198 327
Provision pour créances douteuses	(618 146)	(547 764)
Provision pour réclamations	-	-
	10 670 469	8 332 867
Crédits d'impôt à recevoir	152 276	194 636
Autres créances	461 983	380 904
	11 284 728	8 908 407

Afin de réduire le risque de crédit, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). Ce programme d'assurance permet d'obtenir à certaines conditions, une couverture d'assurance pouvant atteindre un montant équivalent à 90 % des débiteurs. Au 31 décembre 2014, le montant de la couverture d'assurance d'EDC représente approximativement 48 % des débiteurs (0 % au 30 juin 2014).

La Société a ordonné de payer la totalité du produit de l'assurance à la banque, puisque cette couverture d'assurance permet à la Société d'accroître sa capacité d'utilisation de ses emprunts bancaires.

4. Stocks

	Au 31 décembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Matières premières	1 010 271	971 227
Produits finis	2 874 974	3 734 642
	3 885 245	4 705 869

5. Emprunts bancaires

Au cours du trimestre, la Société a renégocié ses emprunts bancaires pour un montant autorisé de 2 250 000 \$ et 2 750 000 \$US portant intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,0 % (4,0 % au 31 décembre 2014) et au taux préférentiel US plus 1,0 % (4,75 % au 31 décembre 2014). Les créances et les stocks sont affectés à la garantie de ces emprunts bancaires. Ces emprunts étaient renégociables en novembre 2014 et sont garantis en partie par Exportation et Développement Canada (« EDC »)

Clauses restrictives

La Société s'est engagée à respecter sur une base mensuelle les clauses restrictives relatives aux emprunts bancaires susmentionnés. Les facilités de crédit de la Société étaient à renégocier le 30 novembre 2014 et des discussions sont en cours.

Au 31 décembre 2014, la Société respectait les ratios requis selon ses facilités de crédit et ses arrangements de dettes à long terme.

6. Crédoiteurs et charges à payer

	Au 31 décembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Fournisseurs	4 626 620	2 868 518
Autres crédoiteurs et autres charges à payer	2 640 891	1 548 679
	7 267 511	4 417 197

7. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2013	41 637
Provisions complémentaires comptabilisées	123 608
Plus : allocation reçue	62 964
Moins : Paiements	(154 261)
Incidence des fluctuations du taux de change	3 443
Solde au 30 juin 2014	77 391
Provisions complémentaires comptabilisées	6 000
Moins : paiements	(16 273)
Incidence des fluctuations du taux de change	5 706
Solde au 31 décembre 2014	72 824

8. Dette à long terme

	Au 31 décembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Non garantie – au coût amorti		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens	-	242 625
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens (a)	90 200	-
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (b)(c)	560 157	747 648
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars US	61 326	65 935
	711 683	1 056 208
Moins : tranche courante de la dette à long terme	294 519	724 996
Dette à long terme	417 164	331 212

(a) Le 20 septembre, 2014, un accord a été conclu pour un emprunt d'un montant pouvant atteindre 460 000 \$, garanti par une hypothèque de premier rang sur l'usine d'Ham-Nord, portant intérêt au taux de base plus 1,05 % (6,05 % au 31 décembre 2014), remboursable en un versement de 4 120 \$ le 23 septembre 2015 et 131 versements mensuels de 3 480 \$, capital seulement, échéant le 23 août 2026.

(b) Le 30 septembre 2013, la Société a utilisé le produit d'un placement privé (note 9) pour rembourser une somme de 500 000 \$ de son emprunt bancaire et une somme de 500 000 \$ de son emprunt auprès d'autres entités. De plus, la Société a émis 142 862 actions ordinaires en contrepartie du remboursement d'emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

(c) Emprunt auprès d'autres entités

Le 28 août 2014, un accord a été conclu, donnant une option de moratoire de six mois sur le remboursement du capital avec une augmentation de 0,25 % du taux d'intérêt applicable. Le 20 octobre 2014, la Société a exercé son option moratoire de six mois, sur le remboursement du capital, et ce, à compter du 1^{er} novembre 2014.

9. Capital social

Regroupement d'actions

Les 104 632 977 actions ordinaires émises et en circulation immédiatement avant le regroupement d'actions ont été regroupées pour s'établir à 20 926 595 actions ordinaires. Les options d'achat d'actions et les bons de souscription d'actions en circulation de la Société ont été ajustés selon le même ratio, et des ajustements proportionnels ont été apportés au prix d'exercice de chacune des options d'achat d'actions et de chacun des bons de souscription d'actions.

La totalité des actions, options et bons de souscription d'actions ainsi que les données par action, option et bons de souscription d'actions ont été ajustées rétroactivement pour tenir compte du regroupement d'actions et lui donner effet, comme s'il était survenu au début de la première période présentée.

Capital social

Le 30 septembre 2013 la Société a émis, par le biais d'un placement privé, 1 940 906 actions ordinaires pour un produit brut global de 2 135 005 \$, de dépenses de 54 200 \$ pour un produit net de 2 080 805 \$. La Société a utilisé le produit au remboursement partiel sa dette à long terme et à son fonds de roulement. Parmi les actions émises dans le cadre du placement privé, 142 862 actions ordinaires ont été émises pour rembourser les emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154.\$.

Le 5 décembre 2013, la Société a émis, par le biais d'un placement privé et d'un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant, 6 956 522 actions ordinaires moyennant un produit brut total de 8 001 800 \$, de dépenses de 635 778 \$, pour un produit net de 7 366 022 \$. La Société a utilisé le produit pour compléter l'acquisition de Piedmont (note 5) et pour supporter son fonds de roulement.

Options d'achat d'actions

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de six mois terminée le 31 décembre 2014		Exercice terminé le 30 juin 2014	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de la période	347 500	2.66	424 900	2.83
Échues	(47 500)	2.71	(77 400)	3.56
En circulation à la fin de la période	300 000	2.65	347 500	2.66

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Matériel	7 029 929	5 176 350	12 287 539	9 603 192
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	(588 473)	(529 053)	(24 859)	(600 290)
Salaires et avantages sociaux	3 102 514	2 523 096	5 843 855	4 984 739
Sous-traitants et honoraires professionnels	1 991 979	618 275	2 672 671	1 105 703
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	461 353	372 247	845 688	737 560
Télécommunications et frais de transport	492 595	318 899	811 795	570 399
Créances douteuses	51 240	46 296	81 240	49 695
Autres dépenses	454 097	344 391	797 978	700 456
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement – nets	12 995 234	8 870 501	23 315 907	17 151 454

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés intermédiaires résumés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente, aux frais administratifs et aux frais de recherche et développement – nets dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	49 079	38 616	97 035	80 226
Charges d'exploitation	706	876	1 485	1 785
Frais de vente	8 039	8 838	16 427	19 670
Frais administratifs	19 403	19 008	38 797	38 065
	77 227	67 338	153 744	139 746

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	101 832	92 128	199 504	183 306
Frais de vente	94 038	81 140	189 402	162 293
Frais administratifs	13 406	13 871	26 414	27 926
	209 276	187 139	415 320	373 525

Coûts par fonction incluant l'amortissement	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	10 668 439	6 619 265	19 000 247	12 921 281
Charges d'exploitation	233 523	219 520	434 788	403 015
Frais de vente	1 171 431	1 041 220	2 181 472	2 099 874
Frais administratifs	1 158 842	1 140 929	2 179 040	2 093 104
Frais de recherche et développement – nets	49 502	104 044	89 424	147 451

c) Frais de recherche et développement – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Frais de recherche et développement bruts	49 502	122 174	89 424	183 125
Crédits d'impôts et subventions relatifs à la recherche et développement	-	(18 130)	-	(35 674)
	49 502	104 044	89 424	147 451

d) Autres (gains) pertes – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
(Gain) Perte de change réalisé	34 829	(361)	36 947	11,554
(Gain) Perte de change non-réalisé	65 700	29,683	156 654	(8,375)
Autres (revenus) charges	(11 726)	(9,794)	(13 746)	(17,404)
Gain à la disposition d'actifs	-	-	-	(1,000)
	88 803	19,528	179 855	(15,225)

11. Bénéfice (Perte) net(te) par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice (Perte) net(te)	117 524	(500 581 \$)	400 111	(970 575 \$)
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	20 926 595	16 087 898	20 926 595	13 993 156
Bénéfice (Perte) net(te) de base et dilué(e) par action	\$0.006	(0,031 \$)	\$0.019	(0,069 \$)

**Éléments exclus du calcul du bénéfice
(de la perte) net(te) dilué(e) par action,
en raison de leur prix d'exercice
supérieur au prix moyen du marché
des actions ordinaires ou en raison de
leur effet anti-dilutif**

Options d'achat d'actions	300 000	341 500
---------------------------	----------------	---------

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action était la même que le bénéfice (la perte) net(te) de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

12. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	(378 110)	(2 105 530)	(1 979 255)	(2 410 717)
Stocks	(408 759)	(428 432)	125 430	(720 899)
Excédent des coûts engagés sur la facturation	(1 034 625)	1 254 161	(1 553 953)	714 297
Frais payés d'avance	55 865	11 242	9 160	34 071
Créditeurs et charges à payer	1 776 529	(499 991)	2 636 384	489 767
Provisions	(13 273)	46 102	(10 273)	46 264
Excédent de la facturation sur les travaux en cours	(1 155 981)	(1 204 976)	(770 173)	(658 788)
	(1 158 354)	(2 927 424)	(1 542 680)	(2 506 005)

12. Flux de trésorerie (suite)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Début de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	569 910	137 613	497 752	303 936
Découvert bancaire	(557 543)	(162 912)	(113 383)	(256 701)
	12 367	(25 299)	384 369	47 235

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Fin de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	198 633	385 304	198 633	385 304
Découvert bancaire	(101 630)	(174 864)	(101 630)	(174 864)
	97 003	210 440	97 003	210 440

b) Transaction non-monétaire

La principale transaction non-monétaire est le transfert d'unités conteneurisées des Stocks – Produits finis aux Immobilisations corporelles – Unités conteneurisées pour location pour un montant de 846 513 \$ puisque ces unités ont été louées à un client au cours du trimestre.

13. Information sectorielle

Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	4 972 782	4 116 954	8 909 910	7 329 128
Revenus de contrats de fabrication	8 716 278	4 680 474	15 998 281	9 779 519
	13 689 060	8 797 428	24 908 191	17 108 647

13. Information sectorielle (suite)

Informations géographiques

Revenus provenant de clients externes	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Revenus par secteur géographique				
Canada	5 436 282	3 464 765	9 327 568	6 626 171
États-Unis	7 100 967	4 736 526	12 646 062	9 138 860
Chine	339 088	315 540	1 149 632	722 361
Suisse	-	42 069	18 114	165 142
Tunisie	110 718	-	199 707	49 600
Autres	702 005	197 532	1 567 108	365 517
	13 689 060	8 797 428	24 908 191	17 108 647

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

Information sur les principaux clients

La Société a tiré plus de dix pour cent de ses revenus de deux clients externes au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014 (aucun au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013).

	Au 31 décembre 2014	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers, participation dans une coentreprise et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	2 715 827	1 561 921
États-Unis	11 706 322	11 159 574
	14 422 149	12 721 495

14. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	312 928	438 461	579 856	713 250
Avantages postérieurs à l'emploi	4 948	2 706	8 646	5 498
Paiements fondés sur des actions	-	2 155	2 155	7 806
	317 876	443 322	590 657	726 554

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur ⁽³⁾
Pierre Côté, administrateur ⁽³⁾
Élaine C. Phénix, administratrice ⁽¹⁾⁽²⁾
Jean-Réal Poirier, administrateur ⁽²⁾⁽³⁾
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ⁽²⁾⁽³⁾
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾
Peter K. Dorrins, administrateur

⁽¹⁾ Comité d'audit

⁽²⁾ Comité de gouvernance, rémunération et risques

⁽³⁾ Comité de technologie et projets

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction
Josée Riverin, V.-P., finances
Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives & Secrétaire
Guillaume Clairet, V.-P. exécutif

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs indépendants

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Agent de transfert

Société de fiducie CST

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, bureau 340
Québec (Québec) G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec, G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

8900 109th Ave N, Suite 1000
Champlin, Minnesota 55316

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta, T2G 1L6

5100, South Service Road, Unit 17
Burlington, Ontario, L7L 6A5